

mai 2010

Fiche de l'Irsem n° 5

Les complexes conflictuels régionaux

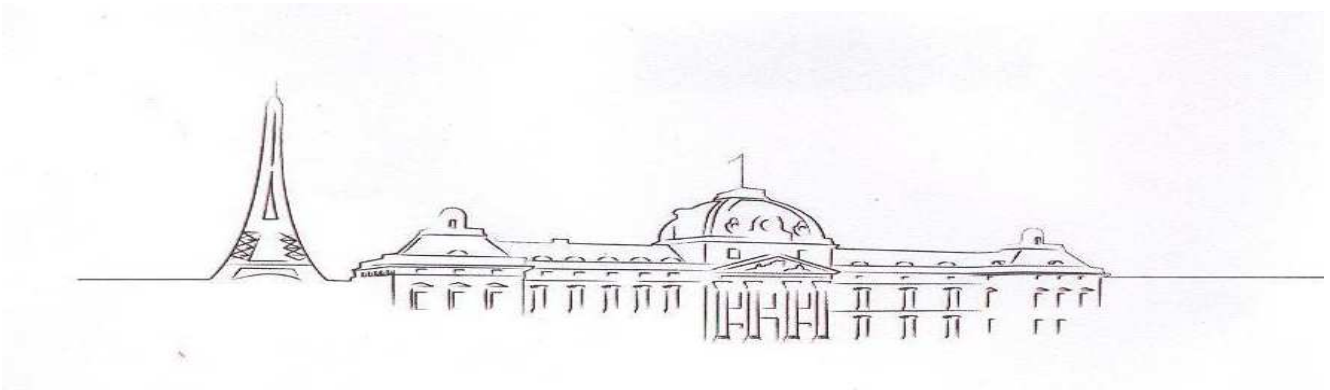
Sihem DJEBBI

Pour citer ce document :

Sihem Djebbi, " Les complexes régionaux de sécurité"

Fiche de l'Irsem n° 5, mai 2010, 9 pages

<http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?article74>



mai 2010

LES « COMPLEXES CONFLICTUELS RÉGIONAUX »

La multiplication des conflits intra-étatiques depuis la fin de la guerre froide, qui ont tendance à se pérenniser, être plus complexes à résoudre et faire énormément de victimes civiles, a conduit de nombreux chercheurs et spécialistes des « war studies » à étudier les dynamiques de ces crises. Cette littérature s'est cependant longtemps focalisée soit sur une approche interne et stato-centrée, soit sur une approche globale. Depuis la fin des années 1990s, une approche alternative tend cependant à se développer autour du concept de « complexe conflictuel régional ». Elle accorde une attention particulière aux dynamiques régionales de conflit en apparence ou initialement intra-étatiques, et promeut une approche régionale dans leur prévention et résolution. Elle tente à la fois de déterminer les logiques régionales d'ingérences dans la crise interne (facteurs de *spill-into*) ainsi que les facteurs de débordement régional (facteurs de *spill-over*). Ces recherches soulignent que lorsque différents conflits coexistent au sein d'une région, ils ont tendance à s'influencer et interagir, voire à se renforcer mutuellement et à se diffuser dans des zones jusqu'alors non affectées. De tels conflits ne pourraient donc plus être compris séparément, mais seulement en rapport avec leur contexte régional.

Cette fiche précisera d'abord le contexte historique d'émergence du concept de CCR ainsi que ses affiliations avec d'autres théories (« complexe régional de sécurité », « nouvelles guerres ») et approche des relations internationales (transnationalisme). Elle déclinera ensuite les paramètres constitutifs du concept (militaires, sociaux, économiques et politiques) et déterminant l'émergence de ce type de configurations. Enfin, un point sur l'état actuel de la recherche sur les CCR permettra de mettre en évidence les grandes lignes des débats et agenda de recherche relatif à ce concept.

1. CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU CONCEPT DE CCR

Entre le global et le national : la région comme échelle intermédiaire d'analyse

Émergence de l'entité régionale dans les Relations Internationales

En dehors des travaux sur les « communautés de sécurité » de Karl Deutsch, et sur les « islands of peace » de Joseph Nye, les approches régionales ont été amplement négligées dans la littérature sur la sécurité durant la guerre froide. Ce n'est que dans les années 1990s, principalement en Europe, que l'approche régionale a été incluse de manière plus significative dans les études de la sécurité, à travers les théories sur les « complexes de sécurité ». Cette approche remonte certes à 1983 avec l'ouvrage de Barry Buzan *People, States and Fear*, mais son essor et sa diffusion n'ont réellement marqué le champ des études sur la sécurité qu'après 1989-1991, reflétant l'intérêt post guerre froide pour la multipolarité et l'émergence de blocs économiques régionaux intégrés. Elle ne doit pas être confondue avec le « régionalisme », sous-champ des relations internationales qui s'est développé dans les années 1970s et principalement consacré aux intégrations régionales.

La théorie des « complexes de sécurité »

La théorie des « complexes de sécurité », qui a donné naissance à l'École de Copenhague, considère que le niveau systémique d'analyse de la sécurité internationale, qui se focalise sur quelques puissances majeures, ne suffit pas à rendre compte des problématiques sécuritaires les plus urgentes et importantes des États. En effet, leurs problèmes de sécurité les plus basiques dépendent davantage de leur voisinage immédiat que de superpuissances distantes. Les principales hypothèses de la théorie des complexes de sécurité soulignent que la sécurité s'inscrit dans des régions géographiquement et socialement construites, et que les problématiques de sécurité perdent de leur pertinence à mesure que la distance croît.

L'interdépendance sécuritaire serait donc plus intense entre les acteurs au sein d'une même région qu'entre régions. Buzan définit le concept comme « un ensemble d'unités dont les processus majeurs de sécuritisation, désécuritisation ou les deux sont si inter-reliés que leurs problématiques de sécurité ne peuvent raisonnablement pas être analysés indépendamment les uns des autres ». Cette théorie suggère ainsi que le système international peut être divisé en unités régionales, au sein desquelles les interactions sécuritaires peuvent être soit conflictuelles (à travers la sécuritisation, c'est-à-dire la représentation de menaces existentielles donnant lieu à des politiques de défense ou d'hostilité, militaires ou non) ; soit coopératives (à travers la construction de

mai 2010

communautés de sécurité et de politiques communes de « désécuritisation », grâce à une normalisation des rapports).

Les complexes de sécurité régionaux considèrent ainsi la région comme une entité territorialement cohérente, composée de groupes d'États partageant des frontières communes. En dehors de la géographie cependant, elle ne présente rien de nécessairement « primordial » en lien avec une culture ou des ethnies communes, ce qui compte étant l'intensité des interactions sécuritaires entre les unités. Dans cette perspective, les régions peuvent être considérées comme de mini-systèmes où toutes les autres théories des relations internationales peuvent être appliquées, telles que l'équilibre des puissances, la polarité, l'interdépendance, les systèmes d'alliances, etc.

Dans cette théorie, Buzan opère une distinction entre cinq secteurs de sécurité : militaire, économique, politique, sociétale, environnementale¹, qui fonctionnent en interaction. Alors que la première renvoie au postulat réaliste de la sécurité stato-centrée et internationale, les autres catégories sécuritaires permettent de décloisonner la problématique de la sécurité de la stricte approche étatique et institutionnelle, et d'élargir l'objet référentiel de la sécurité à la société, ce qui sera approfondi par le concept de CCR. Ce cadre conceptuel permet ainsi d'affranchir les études de sécurité des études stratégiques.

Barry Buzan, *People, States, and Fear: The National Security Problem in International Relations*, Harvester Wheatsheaf : Hemel Hempstead, 1983 ; réédité en 1991 *An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Londres, Longman, 1991.

Barry Buzan et Ole Wæver, *Regions and Powers: The Structure of International Relations Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Thierry Balzacq, « La sécurité : définitions, secteurs et niveaux d'analyse », in *Fédéralisme, Régionalisme*, Vol.4, 2003-2004.

Les "complexes conflictuels régionaux"

De nombreux chercheurs ont approfondi la théorie des complexes de sécurité, l'appliquant exclusivement aux régions marquées par un ou des conflits, alors définies comme des « configurations conflictuelles régionales », des « complexes conflictuels régionaux » ou encore des « formations conflictuelles régionales »². Chacune de ces terminologies renvoie à une même approche s'intéressant à la fois aux dynamiques régionales d'infiltration dans la crise intra-étatique, et à celles de débordement régional des dynamiques internes. Les causes et les ramifications de la plupart des conflits « internes » s'inscriraient dans un espace transnational régional et créeraient un réseau complexe de causes et d'effets difficiles à appréhender à l'échelle strictement nationale ou globale. Le concept renvoie à des « ensembles de conflits transnationaux dont les liens se renforcent mutuellement au sein d'une région donnée, ce qui aboutit à des conflits plus longs et plus difficiles à résoudre », selon la définition de Barnett Rubin. Cette constellation de réseaux transnationaux régionaux est considérée comme plus significative que les réseaux externes, même si les entités étatiques sont également rattachées à la politique et à l'économie à l'échelle globale. En effet, le développement d'un conflit intra-étatique dans un État peut donner lieu à des mouvements et des contestations régionales relatives à un territoire, au pouvoir ou à des ressources, conduisant parfois à une déstabilisation des États voisins. De même, des rivalités régionales anciennes autour du pouvoir et du contrôle de ressources naturelles peuvent créer des tensions politiques transfrontalières, conduisant à un conflit régional. La diffusion et la perpétuation de la violence et de l'instabilité sont liées à des dynamiques transfrontalières d'ordre politique, militaire, économique, sociale, qui seront analysées plus loin.

¹ La sécurité militaire renvoie à la capacité des États de conduire des offensives armées contre d'autres États, de faire face à une offensive armée provenant d'autres États, et à la perception des intentions des autres États. La sécurité économique renvoie à l'accès et au contrôle de ressources matérielles, financières et commerciales nécessaires à la puissance de l'État. La sécurité politique concerne la stabilité organisationnelle des États, des systèmes de gouvernement et des idéologies qui les légitiment. La sécurité sociétale concerne la préservation ou le maintien de valeurs centrales comme la langue, la culture, la religion, l'identité nationale, les coutumes au fondement de la collectivité. Enfin, la sécurité environnementale renvoie à la préservation du milieu naturel.

² Également parfois désignée par « guerre en réseau », une notion qui ne doit pas être confondue avec le concept de « *network centric warfare* », également traduit par « guerre en réseau », concept apparu dans les doctrines militaires après la guerre froide également, et qui décrit la manière de conduire une opération militaire en reliant entre elles différentes armées et en exploitant les capacités des systèmes d'information.

mai 2010

Les travaux des Français Roland Marchal et Christine Messiant, tout en conservant la même perspective et problématique, ont développé le concept de « système de guerre » régional, renvoyant à un niveau plus élevé de complexité et d'interdépendance, ainsi qu'à un relatif « ordre interne ». Selon eux, il est possible de parler de système de guerre « lorsque des conflits violents, résultats de dynamiques nationales distinctes, liées à différents acteurs, modalités et problématiques s'influencent mutuellement, brouillant les frontières spatiales, politiques et sociales qui les distinguaient initialement ». Ce concept peut par conséquent être considéré comme une forme particulière de complexe conflictuel régional, au sein duquel les différents conflits ne font pas qu'interagir mais se sont devenus une crise globale qui est "plus que ses parties », et dans lesquels la dynamique régionale change les enjeux des conflits individuels.

Barnett Rubin, Andrea Armstrong, and Gloria R. Ntegeye, eds., *Regional Conflict Formation in the Great Lakes Region of Africa: Structure, Dynamics and Challenges for Policy*, New York: Center on International Cooperation, 2001

Peter Wallensteen and Margarata Sollenberg, "Armed Conflict and Regional Conflict Complexes, 1989-1997", in *Journal of Peace Research*, Vol.35, n°5, September 1998, pp. 621-634.

Roland Marchal et Christine Messiant, « Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles », in *Lusotopie*, Vol.13 n°2, 2006, pp.1-48.

Toni Weis, « Precarious Statehood : understanding regional conflict in the horn of Africa and beyond », in *Revue de la Sécurité Humaine de Sciences Po*, Vol.8, Printemps 2009, pp.44-57.

Kaysie Studdard, "War economies in a regional context : Overcoming the challenges of transformation", Policy Report, International Peace Academy, New York, 2004.

L'apport des théories sur les « nouvelles guerres »

Le concept de CCR s'intéresse à l'interconnexion régionale de violences politiques. Cette configuration est alimentée par la montée en puissance des acteurs non étatiques, à la nature transnationale des flux et des réseaux, à l'implication des États voisins (notion de « *bad neighborhood* »), ainsi qu'à la récupération des réfugiés ou des communautés transfrontalières par les belligérants. Cette configuration recouvre un large éventail d'acteurs reliés au sein d'un réseau instable d'alliances et d'inimitiés. En ce sens, l'émergence de ce concept est largement reliée à celle des études sur les « nouvelles guerres » qui se sont développées à la fin de la guerre froide. Alors que les « guerres anciennes » ou « guerres classiques » seraient caractérisées par des affrontements interétatiques dans lesquels l'enjeu principal est le contrôle d'un territoire, et dans lesquels l'État détient toujours le monopole de la violence légitime, les « nouvelles guerres » s'inscriraient au contraire dans un contexte désintégration des États et de confusion entre violence politique et violence mafieuse. La distinction entre acteurs étatiques et non étatiques tendrait à s'estomper, de même que celle entre interne et externe, notamment en raison de la myriade d'acteurs et réseaux transnationaux impliqués.

Michael E. Brown, ed., *The International Dimensions of Internal Conflict*, The MIT Press, 1996.

Mark Duffield, *Global Governance and the New Wars : The Merging of Development and Security*, London, Zed Books, 2001.

Mary Kaldor, *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, 2nd edition, Cambridge: Polity Press, 2006.

Inscription dans l'approche transnationaliste des Relations Internationales

Les théories des nouvelles guerres et plus précisément le concept de CCR s'inscrivent dans l'approche transnationale des relations internationales, qui a connu son essor à la fin de la guerre froide. Les transnationalistes ont en effet pour point de départ l'unité fondamentale d'analyse que sont les individus, agissant seuls ou en groupe, en entretenant une conception fondamentalement différente de celle des libéraux en ce qui concerne les relations qu'il entretient avec l'État, et de son rôle sur scène mondiale. Le transnationalisme approfondit la critique faite au réalisme par le libéralisme, en soulignant les liens d'interdépendance entre l'ensemble des acteurs, étatiques ou non étatiques. D'inspiration sociologique, il s'émancipe du libéralisme en voyant les individus et la société civile comme des acteurs à part entière de la politique mondiale, dont l'État doit désormais tenir compte.

mai 2010

Cette approche souligne les phénomènes de relocalisation des liens d'autorité vers le haut ou le bas, l'État perdant l'exclusivité des allégeances citoyennes au profit de groupes sub ou supra-étatiques, car il y a une multiplication des sphères d'autorité et de formes de constitution politiques autres qu'étatiques. Bertrand Badie parle à ce titre d'un « détriplement » de la scène mondiale, avec : l'État nation, qui appelle à une allégeance citoyenne ; les entrepreneurs transnationaux dont la représentation est fonctionnelle et envers lesquels l'allégeance est utilitaire ; et les entrepreneurs identitaires, qui réclament une allégeance primordiale et offrent une représentation communautaire. Obéissant à des modalités de fonctionnement fort différentes, ces niveaux interagissent et s'interpénètrent. Les turbulences du système international sont considérées comme résultant des limites des modes traditionnels (étatiques) de régulation et de maintien de la stabilité dans un monde mixte. En s'intéressant au rôle des réseaux transnationaux et aux acteurs étatiques et non étatiques dans les dynamiques régionales de conflits, le concept de CCR exploite une grande partie des cadres d'analyse proposés par l'approche transnationale.

Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté*, Paris : Fayard, 1999 ; *Le diplomate et l'intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris : Fayard, 2008.

James Rosenau, *Turbulence in world politics. A theory of change and continuity*, Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1990.

Robert O. Keohane, Joseph S. Nye, *Power and Interdependence*, New York : Longman, 3e Ed., 2001.

1. LES QUATRE TYPES DE RÉSEAUX CONSTITUTIFS DES CCR

Un certain nombre de liens régionaux participent souvent des dynamiques de conflit. Le plus souvent interconnectés, ils évoluent en fonction de la mutation du conflit ainsi que des stratégies et actions développées par les différents acteurs au cours du conflit. De nombreux travaux se sont penchés sur les impacts de chacun de ces quatre réseaux sur les conflits, et sur les défis qu'ils représentent en termes de pacification. Les travaux mentionnés sont ceux qui s'inscrivent explicitement dans la démarche conceptuelle des CCR, mais également ceux qui représentent une ressource sans pour autant se réclamer de cette approche.

Les réseaux militaires

Incursions armées et « guerres par procuration »

Les incursions de groupes rebelles jouent un rôle majeur dans le débordement et la pérennisation des CCR. Il s'agit bien de réseaux car ces rebelles reçoivent généralement de la part d'États voisins un support financier, logistique, ainsi qu'une base arrière pour des opérations et des entraînements militaires. Ces incursions transfrontalières, parfois « par procuration » et instrumentalisées par de « *bad neighbours* », peuvent avoir plusieurs motivations : sécurité nationale, volonté de faire sombrer des rivaux régionaux dans un conflit civil, accéder au contrôle de ressources naturelles ou de routes commerciales (licites ou non), représailles, installer des éléments alliés dans le gouvernement de l'État cible, etc. Le conflit en Sierra Leone est souvent présenté comme un cas d'étude pour ce type de réseaux. Le Libéria avait en effet fourni mercenaires, aide financières, armes et bases aux groupes rebelles agissant en Sierra Leone afin de gagner le contrôle des réseaux économiques régionaux et des mines de diamants. Cette stratégie avait contribué à précipiter d'autres États dans le CCR, avec l'implication du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Nigeria.

Le trafic d'armes

Le trafic d'armes représente un autre élément principal de ce type de réseaux. Même si les conflits civils sont alimentés par des armes liées à un trafic mondial, ce sont bien des logiques régionales qui inscrivent ce trafic dans les dynamiques de CCR. De nombreux travaux insistent en effet sur l'impact des trafics illicites régionaux une fois que les armes se retrouvent dans ces circuits. Les mesures d'embargos imposées sur des gouvernements et des groupes rebelles sont alors peu efficaces, car les réseaux de contrebandes régionaux s'adaptent pour fournir en armes les belligérants à travers un canal alternatif, souvent lié à d'autres trafics.

Lors d'alliances politico-militaires au sein d'un CCR, le transfert d'armes intervient directement entre les États et les groupes rebelles, ou bien sont facilités par l'intermédiaire de trafiquants d'armes (qui peuvent

mai 2010

également être des pays tiers). Le cas afghan est souvent cité, en raison des divers canaux d'acheminement d'armes en fonction du groupe armé soutenu : alors que le Pakistan (appuyé par les États-Unis) fournissait aux Talibans armes, ressources et assistance directe aux combats, l'Iran quant à lui fournissait l'Alliance du Nord via d'autres acteurs régionaux tels que la Turquie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

Enfin, les expertises de conflits soulignent souvent l'externalité négative de certains programmes de désarmement. Lorsqu'ils sont incomplets ou superficiels, ils peuvent avoir pour effet de mettre sur les marchés parallèles des armes devenues « inutiles » sur le terrain et donc peu chères. L'existence réseaux de contrebande amplifie la diffusion de ces armes dans la région, facilitant l'éruption de violence politique. La faiblesse de l'État, peu apte à contrôler ses frontières facilite ces exfiltrations et infiltrations d'armes. Ainsi, la désintégration de l'autorité du gouvernement albanais dans les années 1990 a permis le pillage de stocks d'armes qui a alimenté l'économie politique de la révolte au Kosovo quelques années plus tard.

Les réseaux de mercenaires

L'existence de réseaux de mercenaires participe des dynamiques de CCR, lorsque les programmes de pacification et de démobilisation, par manque de moyens, ne permettent pas une réintégration sociale satisfaisante des anciens combattants. Ils sont alors tentés de rejoindre des réseaux de mercenaires dans les pays voisins, comme ce fut le cas pour les anciens combattants sierra-léonais en Guinée et au Libéria.

Laurent Gayer, « La privatisation de la politique étrangère en Asie du Sud : "modes populaires d'action diplomatique" et pratiques de sous-traitance stratégique en Inde et au Pakistan », in <i>Transcontinentales</i> , N°3, Juillet-Déc. 2006, pp. 103-127.
--

Les réseaux sociaux

Économie parallèle et solidarité communautaire

Les réseaux sociaux transnationaux incluent les groupes familiaux/tribaux, ethniques, identitaires dont les liens se maintiennent par delà les frontières. Le concept de CCR se concentre plus particulièrement sur les communautés transfrontalières, c'est-à-dire au sein d'un même espace social et géographique bien que sur des territoires nationaux différents. Ces réseaux jouent un rôle clé pour la subsistance économique et sociale lorsque l'État est défaillant, grâce à la solidarité financière et sociale en faveur de ses membres (dons ou prêts d'argent, pistons professionnels). Le développement d'une économie parallèle transfrontalière gérée en partie par ces systèmes claniques crée de nouveaux systèmes de répartition des biens et services essentiels, généralement en faveur des membres de la même communauté. Cela a pour double effet de renforcer la porosité des frontières, et concurrencer l'État dans ses prérogatives.

Diasporas régionales et solidarité transfrontalière

Malgré les débats définitionnels, on peut définir la diaspora comme une communauté implantée dans au moins deux pays suite à une ou des migrations conséquentes, et dont les membres entretiennent des liens relativement soutenus et organisés (au sein du pays d'accueil, et avec le pays d'origine). Leur rôle dans les dynamiques de conflits du pays d'origine a surtout été analysé à l'échelon international. La littérature sur les CCR s'intéresse spécifiquement aux diasporas situées dans une même région, soulignant l'impact de leur soutien politique et économique en faveur de leurs membres restés au pays. En termes de protection, la diaspora peut constituer un abri/repli stratégique pour ses membres, ou les financer. Elle peut également participer à l'acheminement de biens matériels, renforçant éventuellement l'activité de l'économie parallèle dans les États voisins et surtout dans les zones frontalières. Lorsque les zones frontalières sont économiquement marginalisées et échappent au contrôle de l'État, les diasporas peuvent émerger en quasi-États, minant l'autorité centrale comme c'est le cas pour la communauté pashtoune qui s'est étendue depuis l'Afghanistan vers les régions frontalières de l'Ouest du Pakistan.

mai 2010

La problématique des réfugiés

Depuis la fin de la guerre froide, de nombreux travaux se sont penchés sur les modalités et logiques de mobilisation politique et militaire des réfugiés, et sur leur impact dans le pays d'accueil et d'origine. Cette mobilisation peut bien entendu revêtir un caractère forcé. Astri Suhrke définit la catégorie de réfugié combattant comme « des réfugiés extrêmement conscientes, dotées de structure politiques et d'hommes en armes, engagées dans une guerre à des fins politiques, qu'il s'agisse de recouvrer leur patrie, de changer de régime ou de fonder un État séparé ». Les réfugiés tutsis puis hutus dans la région des Grands Lacs, ou afghans au Pakistan pendant la guerre froide, en constituent les grands cas empiriques. Le risque augmente avec l'existence de communautés transfrontalières entre le pays d'origine et le pays d'accueil ; la présence de l'opposition politique en exil ; la précarité des conditions de vie des réfugiés ; la concentration et l'isolation des réfugiés, surtout s'ils vivent dans des camps ; les intérêts internationaux en jeu dans le conflit ; enfin et surtout, la durée de l'exil forcé. Même si les réfugiés ne s'inscrivent pas dans une démarche de violence politique, leur présence massive dans les zones proche de l'État en guerre peut être exploitée matériellement par les belligérants, notamment à travers le détournement de l'aide humanitaire.

Sarah Kenyon Lischer, *Dangerous sanctuaries : refugee camps, civil war, and the dilemmas of humanitarian aid*, New York, Ithaca, Cornell University Press, 2005

John Stedman, Fred Tanner, *Refugee manipulation : War, politics and the abuse of human suffering*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2003.

Aristide Zolberg and Astri Suhrke, Serge Aguayo, *Escape from violence : conflict and the refugee crisis in the developing world*, Oxford University Press, 1992

Barnett. R. Rubin, "Central Asia and Central Africa: Transnational Wars and Ethnic Conflicts", in *Journal of Human Development*, Vol.7 n°1, March 2006, pp. 5-22.

Les réseaux économiques et financiers

Le rôle des routes commerciales régionales

Elles peuvent être un moyen pour les "conflict goods" d'échapper aux sanctions formelles, permettant aux États voisins de tirer des revenus d'un conflit civil. Par exemple, l'imposition de sanctions au Sierra Leone, surtout relativement au commerce des diamants de guerre, a créé une opportunité pour la Gambie et le Libéria d'exploiter ce régime de restriction en faisant office d'intermédiaires et en réexportant les diamants en leur nom, et ce grâce au réseau de commerçants libanais installés dans la région. L'interdiction de la production et/ou de l'exportation de marchandises contribuant à l'économie de guerre peut par ailleurs avoir pour conséquence le déplacement de cette production dans d'autres pays de la région, si elle ne s'accompagne pas simultanément de mesures dans d'autres pays de la région.

Contrebande et évasion fiscale

La manipulation des systèmes de taxes peut également être un élément constitutif d'un CCR. Même si la région des Balkans recèle peu de ressources naturelles capables de financer un conflit, les acteurs des différents conflits de la zone avaient réussi à générer un revenu conséquent à travers des stratégies d'évasion fiscale, notamment grâce à des activités de contrebande. Les zones frontalières, peu contrôlées par l'État et relativement peu sûres ont contribué au développement de cette activité, à la fois géographiquement et financièrement. Une fois mis en place, ces canaux sont extrêmement difficiles à éradiquer. Ce type de dérive économique, qui s'accompagne de réseaux de blanchiment d'argent, vont de pair avec une corruption d'autant plus endémique à l'échelon étatique que les salaires locaux sont bas. L'impact de la contrebande et de l'évasion fiscale ne touche pas seulement l'État où l'activité criminelle se déroule initialement mais aussi les États voisins, dans la mesure où de tels réseaux se développent de fait sur plusieurs territoires. Or, les revenus générés de manière illicite affaiblissent les capacités formelles de l'État dans ses prérogatives régaliennes de taxation, et permettent de financer les activités de groupes rebelles déstabilisatrices pour l'autorité centrale.

mai 2010

Mats Berdal and David M. Malone, eds., *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2000
Karen Ballentine and Jake Sherman, eds., *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievance*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2003.
James C. Murdoch and Todd Sandler, "Economic Growth, Civil Wars and Spatial Spillovers," *Journal of Conflict Resolution* 46, n°1, 2002, pp.91-110.

Les réseaux politiques

L'impact des alliances politiques transnationales sur l'économie parallèle

Bien souvent, ce sont les alliances politiques qui déterminent les comportements dans la sphère économique, sociale et militaires, structurant les relations en rapport avec les buts et aspirations politiques. Ici, le terme « politique » est pris au sens plus strict d'activité politicienne orientée vers l'accès ou le maintien au pouvoir, car bien entendu, les autres réseaux font partie du politique au sens large. Les liens transnationaux entre groupes politiques et militaires peuvent être une dynamique de CCR dans la mesure où les individus engagés dans des trafics licites ou illicites ont le plus souvent recours à leurs alliés politiques pour le bon déroulement de leurs activités. Les chefs politiques peuvent fournir à leurs alliés des denrées rares ou des biens de contrebande pour acheter leur loyauté et les aider matériellement à atteindre leurs buts, notamment militaires. Cette forme d'association renforce ainsi l'économie parallèle, en inscrivant de manière structurelle l'économie dans un mode de fonctionnement clientéliste et en renforçant la position des acteurs économiques affiliés à ce type d'échanges économiques. Ainsi, dans les Balkans, les relations entre l'armée croate et les nationalistes extrémistes croates basés dans la région du Mostar en Bosnie Herzégovine se sont poursuivies après les accords de Dayton, minant le contrôle du gouvernement central et donnant aux factions les moyens de continuer leur résistance.

L'impact des alliances politiques sur les positions stratégiques des belligérants

En Afghanistan par exemple, les factions rivales ont été amplement soutenues par des alliés politiques au Pakistan et au Cachemire. De telles alliances mettaient en lien la violence en Afghanistan avec les troubles civils au Cachemire, en Tchétchénie, au Tadjikistan et au Kirghizstan, notamment parce que le Pakistan soutenait certains groupes afghans dont les Talibans afin de contrer les menaces pour sa propre sécurité : sécurité pour ses intérêts régionaux, en contrant les supposées velléités hégémoniques de l'Inde ; sécurité pour son intégrité territoriale, en contrant le nationalisme pashtoun.

Gregory Shaun, "The Inter-Service Intelligence and the war on terrorism", in *Studies in conflict and terrorism*, n°30, Dec. 2007, pp.1013-1031.

3. DÉBATS THÉORIQUES ET AGENDA DE RECHERCHE

Plusieurs pistes de recherche et débats orientent la recherche actuelle sur le concept de CCR, une recherche qui reste pour le moment relativement réduite. Les points suivants présentent synthétiquement les sujets de débats.

Les interactions symboliques, aussi importantes que les interactions matérielles ?

Reinoud Leenders souligne les lacunes des définitions actuelles des CCR, dont l'analyse est centrée sur les mises en relation physiques et matérielles des différents acteurs. En plus de la difficulté de saisir et décrire les types de relations matérielles dans ces zones de crise du fait de leur caractère généralement clandestin et tabou (difficulté empirique), il estime que l'approche actuelle des CCR fait l'impasse sur les ressources symboliques et politiques qui traversent les frontières tout aussi facilement, et qui jouent un rôle déterminant dans l'apparition et la structuration des conflits (lacune méthodologique). Le fait que l'origine théorique des CCR s'inscrive dans les études de sécurité expliquerait l'absence de la dimension de capital symbolique, qui relève davantage de l'anthropologie sociale. Au centre de son approche critique se trouve ainsi la notion de « capital symbolique politique », soit la « capacité de chaque acteur politique à façonner un espace cognitif sociopolitique reconnu et respecté par un public suffisamment large », et à « imposer leurs conceptions et leur vision d'événements et de processus » marqués par la conflictualité.

mai 2010

Il en appelle donc à une prise en compte des processus discursifs et symboliques dans la conceptualisation des CCR. Cela permettrait de dépasser « la recension de liens transfrontaliers somme toute assez statiques (...) qui n'explique pas (...) la manière dont ces liens causent, attisent ou prolongent des conflits ». Plusieurs de ses travaux soulignent ainsi l'importance de tels processus non matériels dans les dynamiques d'interconnexion des conflits, autour de vecteurs de ressources et de conflictualité qui contribuent à susciter ou entretenir des conflits, et à influencer sur la politique régionale.

Le capital symbolique peut en effet traverser les frontières et s'étendre à toute une région, en s'appuyant certes sur les réseaux matériels décrits par le concept de CCR, mais il peut tout aussi bien circuler de manière autonome et déconnectée. Dans ce contexte, le capital symbolique mis à profit par les acteurs politiques pour préserver ou contester des dispositifs de pouvoir locaux peut se renforcer ou au contraire être déstabilisé par ces processus. Leenders analyse en ce sens l'impact du discours critique du Hesbollah concernant les régimes arabes, considérés comme sinon américanophiles, du moins soumis à la politique régionale des États-Unis. Le Hesbollah en a acquis un grand prestige aux yeux de l'opinion arabe dans son ensemble, ce qui oblige les régimes à tenir compte de cet acteur et des représentations symbolique qu'il entretient et véhicule. Ce poids et ce prestige se traduisent notamment par l'augmentation spectaculaire de l'audience de sa chaîne Al-Manaar, surtout depuis la guerre de 2006. Leenders suggère également de se pencher sur les circulations transfrontalières des rumeurs, des mythes populaires et des intrigues, et sur la manière dont les acteurs politiques les convertissent en capital symbolique.

Reinoud Leenders, « Au-delà du « pays des deux fleuves » : une configuration conflictuelle régionale ? », in *Critique Internationale*, n° 34, janvier-mars 2007, pp. 61-78 ; « 'Regional Conflict Formations': Is the Middle East Next ? », in *Third World Quarterly*, Vol 28, n° 5, July 2007, pp. 959-982.

Similitudes de paramètres internes expliquant la coexistence de conflits, ou débordement ?

Kristian Skrede Gleditsch développe une approche plus systématique de l'analyse des conflits situés dans une région instable, afin d'évaluer si la concentration de conflits est due à une similitude de facteurs de conflictualité internes (pauvreté, politiques ethniques, État faible) ; ou si elle reflète une contagion conflictuelle et une interdépendance entre États, telle que définie dans la littérature sur les CCR. En d'autres termes, il questionne le facteur de la proximité géographique et la notion de « *bad-neighborhood* ». Ses recherches tendent à montrer que les possibilités d'interactions telles que forgées et déterminées par la géographie ne joueraient qu'un rôle limité dans le risque de contagion conflictuelle. Le risque de conflit interne n'augmenterait ainsi pas de manière probante en fonction du nombre d'États voisins en situation de conflit. Ensuite, parmi les États proches des États en conflit, la distance par rapport à la zone de conflit, et la longueur de la frontière commune, ne sembleraient pas déterminantes en soi dans le débordement du conflit, et n'aideraient donc pas à anticiper sur le prochain pays à être probablement touché. Enfin et surtout, aucune contagion transfrontalière n'a jusqu'à présent touché un État qui n'était pas déjà confronté à une situation politique et économique internes précaires. Dans la mesure où la répartition globale des facteurs menant potentiellement à un conflit coïncide de toute façon quasi systématiquement avec celle des zones de conflits, cela signifie que les États proches d'une zone de conflit présentent généralement les mêmes caractéristiques internes que celles de l'État en guerre. Et donc courent également un risque d'implosion.

L'étude établit cependant une exception pour les conflits à caractère sécessionniste (aux logiques différentes des conflits dits « contre le gouvernement »), dans la mesure où la plupart des mouvements sécessionnistes s'appuient sur des groupes ethnopolitiques souvent transnationaux. La présence de tels groupes est alors un facteur de débordement de la violence à d'autres États, mais ce qui doit être analysé concerne alors plus l'existence de communautés transnationales que la géographie en soi.

Kristian Skrede Gleditsch, "The Origin of Conflict Clusters: Contagion or Bad Neighborhoods?", Paper prepared for the Third European Consortium for Political Research General Conference, Budapest 8-10 September 2005.

mai 2010

CONCLUSION

En conclusion, le concept de complexe conflictuel régional ouvre un champ analytique particulièrement riche et ambitieux dans la compréhension de nombre de conflits contemporains. Il propose une grille de lecture systémique et dynamique qui permet d'appréhender les liens et interaction entre des réseaux de différente nature (militaire, économique, social, politique) et des acteurs multiples (sociétés civiles, États, militaires, trafiquants) ; mais aussi d'utiliser des échelles différentes pour saisir finement les logiques à l'œuvre, de l'échelle microsociologique et micropolitique à l'échelle régionale, voire internationale. En effet, l'approche régionale en termes d'analyse et d'échelle de politique de résolution de conflit préconisée n'inscrit pas cette configuration dans une problématique de sécurité strictement régionale. Non seulement parce qu'il s'agit pour un tel concept de mettre la lumière sur les dynamiques négatives, mais aussi inversement potentiellement vertueuses de la région sur ces conflits, et ce *en complément nécessaire* d'analyses plus globales. Mais surtout parce que la communauté internationale a tout son rôle à jouer dans la formulation des politiques de prévention et résolution de conflit, qui devraient inclure simultanément l'ensemble des paramètres évoqués dans les travaux sur les CCR, caractérisés par un profond ancrage empirique.